

L'Association Actival communique :

### La région abandonne une étude, mais n'abandonne pas son projet de TCP

Le volte-face de la Région, qui renonce à l'appel d'offres lancé le 16 juillet 2004, est un geste encourageant : il montre que l'action des élus locaux n'est pas vaine, et que l'écoute des citoyens est encore de mise. Il montre que résister porte ses fruits.

Mais il ne faudrait pas céder à un mouvement d'enthousiasme aveugle. Le volte-face régional demeure très superficiel.

Notre président cherche à minimiser le mouvement d'opposition locale pourtant unanime: on se souvient de la consultation menée par les élus du canton d'Argelès, suivie à 74% par la population, et où le "non à la TCP" a remporté plus de 99% des suffrages. Comment parler alors des "inquiétudes et protestations d'une partie de vos concitoyens" ?

En disant "une vallée est plus souvent citée", le président de région s'évite de nommer les véritables acteurs de la promotion du tracé par la vallée d'Argelès. Or c'est la région Midi-Pyrénées elle-même qui multiplie ces démarches de promotion depuis des années, et continue encore aujourd'hui.

Citons seulement : le colloque de janvier 2003; le Livre Blanc de la TCP diffusé auprès des professionnels du département des Hautes-Pyrénées; la forte implication de la région dans l'association de lobbying "Eurosud Transport", favorable à une TCP; les communiqués de presse favorables à cette traversée centrale, et essayant en vain de discréditer les mouvements d'opposition; la forte pression exercée au sein même de la Communauté de travail des Pyrénées; l'utilisation des fonds régionaux et européens (Interreg), en partenariat avec la région Aragon, pour des études favorables au tracé Huesca-Biesca-Pierrefitte-Lourdes (SETEC en 1996, BBJ Consult et Ingeniera 75 en 2001 puis en 2002, SYSTRA en 2003...) ?

En fait, la région est, avec Aragon, la seule à défendre ardemment ce tracé très coûteux. Notre président de région a beau jeu de présenter les résultats de tant d'efforts comme le fruit de pressions extérieures ! Il essaie de se dégager ainsi de toute responsabilité, et cela n'a rien de très rassurant.

Cependant, il faut reconnaître que notre président de région évolue: il n'utilise plus le terme "central" quand il évoque le projet de traversée ferroviaire transpyrénéen au niveau européen et national. Il commence à se montrer plus honnête, signalant qu'à ces niveaux, nul n'a encore décidé du tracé: il pourrait être littoral, ce qui serait d'ailleurs logique puisque des voies

existantes peuvent être aménagées, rendant possibles des connexions avec "les autoroutes de la mer".

Pour finir, notre président de région reconnaît enfin que ce type de projet d'envergure européenne dépasse largement les compétences de la Région : se montrerait-il enfin raisonnable ? Cela amorcerait-il la fin d'une promotion effrénée de la Traversée Centrale des Pyrénées par la vallée d'Argelès, l'une des plus touristiques des Pyrénées ?

Essayons de ne pas être dupes, conservons un sens critique : notre président de région retire-t-il cette étude par simple grandeur d'âme, ou a-t-il compris que cet acte, officiel et direct, était susceptible d'alerter les consciences ? De mobiliser les élus et les populations concernées de près par son projet ?

Il était peut-être tout simplement impossible d'effectuer un relevé faunistique et floristique complet dans une zone aussi riche et sensible que celle considérée en seulement 4 mois ...?

Notre président a sans doute choisi de continuer d'oeuvrer de façon plus discrète, comme il l'a toujours fait jusqu'à présent.

L'avenir nous le dira, et autant dire que nous restons très attentifs : la région abandonne une étude, mais n'abandonne pas son projet de TCP.

**ACTIVAL**